

## Le Rwanda rejette les accusations de massacre de civils par des rebelles alliés en RDC

@rib News, 22/08/2025 – Source Reuters Le Rwanda a rejeté vendredi les accusations selon lesquelles les rebelles du M23, soutenus par Kigali, auraient massacré des centaines de personnes dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) en juillet, affirmant qu'aucune preuve crédible ne venait étayer ces allégations. Reuters avait initialement rapporté l'assassinat de paysans dans le territoire de Rutshuru par des rebelles du M23, s'appuyant sur des conclusions du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Des informations supplémentaires sur ce massacre ont également été relayées par l'organisation américaine Human Rights Watch et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. « Le gouvernement du Rwanda rejette fermement les conclusions ... alléguant des tueries de masse de civils à Binza, dans le territoire de Rutshuru en République démocratique du Congo, par le 'M23 soutenu par les Forces de défense rwandaises' », a indiqué le gouvernement rwandais dans un communiqué. Les accusations, poursuit le communiqué, « ne reposent sur aucun fait et ne sont étayées par aucune preuve ». Les rebelles auraient tué au moins 319 civils, dont 48 femmes et 19 enfants, lors d'une attaque contre quatre villages du Rutshuru entre le 9 et le 21 juillet, selon Volker Turk, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, qui s'est exprimé le 6 août. La plupart des victimes étaient des agriculteurs surpris alors qu'ils travaillaient dans leurs champs, selon M. Turk. Dans son rapport, Human Rights Watch affirme avoir documenté au moins 140 décès, tout en estimant que le nombre de victimes pourrait dépasser les 300. La persistance de la violence dans l'est du Congo menace la vision du président américain Donald Trump pour la région, qui souffre depuis des décennies de conflits et regorge de minerais tels que l'or, le cobalt, le coltan, le tungstène et l'étain. Un accord de paix, signé le 27 juin à Washington par les ministres des Affaires étrangères congolais et rwandais, exige que la RDC « neutralise » les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé basé au Congo, composé notamment d'anciens membres de l'armée et de milices rwandaises responsables du génocide de 1994. Le Rwanda a toujours nié soutenir le M23 et affirme que ses forces agissent en légitime défense. Source Reuters - Traduit par Zonebourse